

nale toute désarticulée, toute désordonnée, bref, déséquilibrée de fond en comble. Continuons, si cela vous amuse, à perdre ainsi notre temps sur des pagayes quand c'est la structure tout entière qui s'effondre et menace de s'écrouler, détruisant tout dans sa chute.

J'ai écouté tout à l'heure, avec beaucoup d'attention, le discours du député de Red Deer (M. Thompson). Celui-ci a fait un discours sensé et a mis le doigt sur le malaise économique que nous vivons présentement. De plus, il a proposé certaines solutions au redressement économique.

D'autres députés ont aussi décrit le malaise économique qui afflige chaque individu. Je reçois tous les jours des lettres qui nous indiquent qu'il existe un malaise et un mécontentement général. Je me bornerai à parler des réformes économiques qui s'imposent.

● (9.00 p.m.)

Notre économie nationale est déséquilibrée, car le manque de pouvoir d'achat des personnes âgées est déplorable. Le gouvernement du Canada, qui exerce l'autorité suprême et le droit de contrôle et de direction sur les opérations économiques, monétaires et politiques des citoyens, ne peut remédier à la situation. Je dois rappeler un point fondamental qui peut aider à redresser une économie en désordre, à cause de l'attitude du gouvernement et des directeurs des institutions les plus importantes du pays.

Le principe qui oriente tous les discours des ministériels, mais qui n'inspire en aucune façon leurs préoccupations économiques, c'est qu'ils feignent d'ignorer la pratique quotidienne de l'économie canadienne qui est nécessairement personnelle, familiale, en même temps que sociale et corporative. Inutile de parler d'administration, d'économie nationale, politique, provinciale, municipale ou internationale, si l'on ne reconnaît pas ce principe au départ non seulement sur le plan philosophique, mais sur le plan pratique.

Monsieur l'Orateur, ayant oublié ce principe premier de toute administration publique, nous en sommes rendus à une économie déséquilibrée. Personne ne peut vivre sans argent dans nos pays civilisés, capitalistes, socialistes ou communistes. Pour consommer des biens ou des services, il faut de l'argent, tout comme pour produire des biens et des services. Partout, il faut de l'argent pour toute phase de la vie économique, qu'il s'agisse de l'enfant qui vient de naître, de l'adolescent qui se développe, de l'adulte qui est en pleine forme ou du vieillard qui achève ses jours.

Toute vie sociale est complètement monétaire, économique et politique.

Parce qu'elle est monétaire, il faut un pouvoir d'achat basé sur les besoins essentiels de chaque personne humaine.

Parce qu'elle est économique, il faut que la production puisse satisfaire à tous les besoins de la consommation de chaque personne humaine, chaque jour, avant de servir à la capitalisation pour l'avenir.

Parce qu'elle est politique, il nous appartient de régler, par une sage politique, toute la circulation monétaire, selon les possibilités économiques de la production actuelle ou possible, et selon les besoins de toutes les personnes humaines qui composent la population du Canada, que ces personnes humaines soient des enfants,

[M. Latulippe.]

des étudiants ou des adultes producteurs ou chômeurs. Qu'elles soient des retraités, des vieillards, des malades ou des infirmes; elles ont droit à la vie.

On parle de donner quelque chose aux personnes âgées, après les avoir déshabillées, après les avoir complètement mises dans la rue. Il faut intervenir pour leur permettre d'exister. Pour les garder en vie, il faut que les gouvernements interviennent et, pour ce faire, il faut voler les riches pour donner de l'argent aux autres. On fait mal, même très mal à quelques-uns, à plusieurs, pour essayer de procurer un certain bonheur ou un certain droit de vivre à certains individus de notre pays.

Au lieu d'augmenter le coût de la vie, de permettre la hausse des taux d'intérêts ou d'enrichir seulement les riches, il faut servir la société. Il faut mettre nos instruments au service de notre population. Et quand je dis nos instruments, je veux dire qu'au lieu de distribuer l'abondance que nous avons, nous essayons de distribuer la rareté que nous n'avons pas.

Nous disposons, cette année, d'après les statistiques, de 34 milliards de capitalisation, sur lesquels nous pourrions certainement trouver un milliard pour assurer une pension mensuel de \$150 aux personnes âgées, et ce sans enquête.

Toutes les personnes âgées du Canada devraient recevoir \$150 par mois, et je dis, monsieur l'Orateur, que c'est possible. C'est même facile de faire cette répartition dans notre beau pays. Si l'on ne sait pas où prendre l'argent, au lieu de le voler aux uns pour le donner aux autres,—comme je l'ai déjà dit à la Chambre—on pourrait utiliser les surplus de capitalisation, de même que les excédents de profits. Nous pourrions également accorder un escompte compensé et créer des crédits nouveaux pour distribuer les surplus de production, afin de permettre aux personnes âgées de vivre convenablement. Les personnes âgées ne s'habillent pas ou ne se logent pas avec des bouts de papier. Ce dont elles ont besoin, c'est une maison convenable pour se loger et une quantité suffisante d'aliments sains pour satisfaire à leurs besoins.

C'est cela qu'il nous faut mettre en pratique, par des moyens concrets, positifs et sociaux. C'est par un esprit social et par la détermination d'atteindre notre but que nous pourrions satisfaire à ces besoins.

Le Canada produit en abondance, et en voici la preuve. Présentement, 37 p. 100 des Canadiens sont en chômage. Plusieurs citoyens qui ne jouissent pas de prestation d'assurance-chômage bénéficient d'allocations de bien-être social. Des milliers vivent aux dépens de ceux qui n'ont pas déjà assez. Au lieu de distribuer la grande abondance que constituent les 34 milliards de capitalisation pour satisfaire aux besoins des canadiens, on vit dans la rareté et l'on se borne à dire: Il n'y a pas d'argent. Pour avoir de l'argent, il va falloir le voler aux autres.

Je me demande quand les ministériels constateront les réalités qui nous permettraient de distribuer à tout ceux qui en ont besoin l'abondance de richesses dont regorge notre pays.

Encore une fois, monsieur l'Orateur, je voudrais signaler que toute l'économie, à cause de notre système financier faux et détraqué, n'est plus ordonnée aux besoins humains. La poursuite de l'argent est devenue la fin primordiale de tous.